L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

n° 698

semaine du
du 24 au 30 mars 2022

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

5 072 signatures requises pour ne pas payer ! (Formulaire page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES — HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

Contre Macron et son programme de guerre contre les travailleurs et la jeunesse

100 000 personnes se rassemblent à l'appel de Jean-Luc Mélenchon

« Les rapports de la guerre et de la crise » — Une contribution de Marc Gauquelin — page 5

Le parlement de l'Union populaire s'est réuni la veille de la marche à Paris — page 6

International : NON À LA GUERRE ! — pages 10 à 15

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières* (formulaire page 16)

Contre Macron et son programme de guerre contre les travailleurs et la jeunesse, pour le vote Mélenchon

100 000 personnes se rassemblent à l'appel de l'Union populaire

Pages 3 et 4

20 mars : une démonstration de force

Plus de 100 000 personnes dans les rues de Paris, ce dimanche 20 mars, à l'appel de Jean-Luc Mélenchon et de l'Union populaire.
C'est un vrai succès, une démonstration de force.
100 000 rassemblés, déterminés et qui pour beaucoup ont remué ciel et terre pour venir, en car, en train, en covoiturage, de tous les coins du pays…
100 000 bien décidés à se regrouper contre la politique réactionnaire de Macron et de tous ses prédécesseurs.

Jean-Luc Mélenchon : « Ce quinquennat aura été celui d'une incroyable dérive autoritaire »

Les violences sociales commencent toujours par des violences contre les libertés. Ce quinquennat aura été celui d'une incroyable dérive autoritaire. (…)
Qui aurait imaginé qu'en France, entre 2015 et 2021, c'est-à-dire deux fois les mêmes, Hollande et Macron, sur 72 mois, les Français en ont passé 60 %, c'est-à-dire 44 mois, sous le régime de l'état d'urgence ? Qui aurait imaginé un tel niveau de répression policière et de violence face à un mouvement social comme celui des Gilets jaunes ? 2 500 blessés, 32 éborgnés, 5 mains arrachées, une morte, Mme Zineb Redouane, à Marseille. Qui aurait imaginé un fonctionnement de l'IGPN tel que pour 378 enquêtes pour violences sur des Gilets jaunes, 2 seulement aient donné lieu à de simples sanctions administratives ? (…)
Qui aurait imaginé qu'on verrait pleuvoir 2,2 millions d'amendes infligées pour non-respect des mesures sanitaires de la Covid ? Au total, en cinq ans, 22 lois touchant aux libertés : loi sur la sécurité intérieure, loi sur le secret des affaires, loi asile et immigration, loi sur les fake news, loi anti-casseurs, loi Avia, loi sécurité globale, loi renseignements, loi séparatisme, loi sur la justice, loi responsabilité pénale, et dix lois de restriction des libertés au nom de la crise sanitaire.
Et cela après qu'on a vu en trente ans 16 lois contre le terrorisme et 32 lois contre la délinquance, dont jamais une seule n'a donné lieu à un bilan. (…) Ça fait trente ans que ça dure, qu'on vote jusqu'à deux lois par an et voilà le bazar dans lequel on est ! (…)
Quel genre de pays sommes-nous devenu ? (…) Un pays gouverné par un conseil de défense dont les délibérations sont secrètes ; un pays où à chaque crise sociale d'ampleur, on nous régale d'un simulacre d'états généraux, de palabres, de rencontres, de conventions dont les conclusions sont aussitôt ou bien jetées à la poubelle ou mises dans les archives. (…)
Le gouvernement de l'Union populaire réparera tout ce qui peut l'être pour les victimes de l'autoritarisme.
Il amnistiera tous les Gilets jaunes condamnés. Il garantira et s'assurera du reclassement et de l'indemnisation des victimes d'amputation et d'éborgnement dont la vie a été brisée par la violence policière. Il interdira l'usage de matériel offensif et les techniques de neutralisation physique mortelles. Il interdira la technique du nassage. Il réintégrera les personnels de santé chassés de l'hôpital. Il amnistiera les militants écologistes et syndicalistes réprimés par les abus de pouvoir. *(extraits de son discours)*

Macron, un programme de guerre

En pleine escalade militaire, tous les chefs d'Etat européens ont été conviés par Macron à Versailles les 10 et 11 mars. Manipulant l'émotion énorme et légitime suscitée par le sort du peuple ukrainien écrasé sous les bombes de Poutine, ils ont décidé d'une augmentation de 2 000 milliards d'euros de leurs dépenses militaires dans les cinq à sept prochaines années, répondant en cela aux exigences formulées depuis des années par l'impérialisme américain. C'est d'ailleurs le président US Biden en personne qui présidera le prochain sommet européen, prévu le 24 mars à Bruxelles, et un sommet extraordinaire de l'Otan pour le même jour ! Le 17 mars, Macron a exposé devant quelques centaines de journalistes son programme électoral.

Un programme de guerre.

Un programme de guerre « tout court », avec l'augmentation de près de 25 % du budget militaire sous l'égide de l'Otan (aujourd'hui de 40,1 milliards, il passerait à 50 milliards en 2025) et l'extension de dispositifs d'embrigadement de la jeunesse.

Un programme de guerresociale, ainsi résumé le lendemain par l'éditorialiste du journal patronal *Les Echos* : *« Dans le catalogue de mesures présentées jeudi, se nichent plusieurs bombes en puissance : la retraite, le RSA, l'autonomie des universités, la rémunération au mérite des profs. »*

RETRAITES

Macron confirme vouloir porter l'âge légal à 65 ans, incluant la *« suppression des principaux régimes spéciaux, s'agissant par exemple de la RATP ou d'EDF, comme on l'a fait pour la SNCF pour les nouveaux entrants »*, avait précisé le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal, la semaine précédente. 69 % des Français y sont opposés, d'après un sondage Elabe pour BFMTV, le 22 mars.

RSA

Macron entend conditionner le versement de cette allocation de misère (versée à près de 2 millions de bénéficiaires, pour un montant de 565 euros pour une personne seule) à *« l'obligation de consacrer 15 à 20 heures par semaine »* à une activité, au nom, dit-il, d'*« un meilleur équilibre des droits et devoirs »*. Bref, les pauvres seraient des fainéants, responsables de leur propre misère, à qui il faudrait faire la morale et imposer un travail obligatoire, qui plus est sous-payé.

ÉCOLE

Macron a commencé par insulter les enseignants. *« Vous avez des enseignants qui pendant le Covid se sont occupés de leurs élèves et des enseignants qui ont disparu »*, a-t-il osé lancer. Une provocation de plus, au compte d'un projet d'ensemble de dislocation de l'école publique.

● **Salaire au mérite** : *« On vous demande de nouvelles missions qu'on est prêts à mieux payer, comme le remplacement des profs absents, ça doit être une obligation, le suivi individualisé des élèves, l'accompagnement sur le temps périscolaire. Pour les enseignants en place, je propose un nouveau contrat. On augmente leur rémunération s'ils sont prêts à changer leur organisation. Toutes les nouvelles embauches sont sur la base de ces nouveaux contrats. »*
« La revalorisation nationale compte tenu de la masse salariale, n'est pas la plus efficace On ne va donc pas payer les professeurs de façon uniforme dans le pays. »

● **Destructions des statuts et des programmes nationaux :** « (On va) *donner plus de liberté aux équipes pédagogiques, permettre parfois de recruter sur profils. » « Je veux que les directeurs aient la possibilité de récuser des profils* (des enseignants) *et participent à la décision (…). Si un directeur veut porter un projet pédagogique, il est légitime qu'il ait une équipe qui adhère à ce projet. Donc je veux lui donner plus de liberté. » « La réforme ne sera pas la même dans les quartiers nord de Marseille, à Troyes et dans les Hautes-Alpes. (…) Nos élus y joueront un rôle. »*

● **Mise en concurrence des établissements scolaires et des professeurs :** *« On sait bien que dans une école on va avoir un professeur qui va changer les résultats des élèves et un autre non. On doit se donner les moyens de le mesurer »*, dit Macron. Il ajoute, provocateur : *« Ça ne va pas plaire à tout le monde. »*

En bref, dans la foulée de l'œuvre du ministre Blanquer, un programme de destruction totale de l'école publique, dénoncé notamment avec véhémence par Jean-Luc Mélenchon le 20 mars, et par les enseignants.

Macron a aussi déclaré son intention de renforcer l'autonomie des universités (en ayant déjà annoncé une hausse substantielle des droits d'inscriptions). Là aussi, l'existence même des diplômes nationaux est brutalement et dès aujourd'hui remise en cause. Même traitement pour les lycées professionnels, voués à être complètement ouverts aux contrats d'apprentissage et aux entreprises locales. *« On va changer la logique des formations »*, résume Macron.

Pages 10 à 13

INTERNATIONAL

NON À LA GUERRE !

Des nouvelles et des correspondances de

Russie, Serbie, Italie, Grèce, Grande-Bretagne, Irlande, Allemagne, Togo, Maroc

Je m'abonne à INFORMATIONS OUVRIÈRES

☐ **12 numéros :** 20 euros ☐ **6 mois (25 numéros) :** 35 euros
☐ **1 an (51 numéros) :** 70 euros ☐ **1 an, pli clos :** 125 euros
☐ **10 NUMÉROS : 10 EUROS POUR TOUT PREMIER ABONNEMENT**

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.